Deuxième année —N. 28

Samedi 6 Mars 1886.

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : **10** CENTIMES

ABONNEMENTS : France, *3 m.* **1** *fr.* **50**; *6 m.* **3** *fr.*; *Un an*, **6** *fr.*
Etranger, — **2** *fr.* — **4** *fr.* — **8** *fr.*

PARAISSANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :
G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
17, rue du Croissant, Paris.
ANNONCES : au bureau du Journal

Le Socialiste *reprendra sa*
GALERIE SOCIALISTE INTERNATIONALE
avec les biographies et portraits des députés socialistes de la Seine et des Bouches-du-Rhône, les citoyens Basly, Camélinat et Boyer.

Prière aux groupes de nous faire savoir le plus tôt possible le nombre d'exemplaires qu'ils désirent afin de nous éviter les frais d'un second tirage.

LES EMPÊCHEURS
DE FUSILLER EN ROND

Nos bourgeois ne peuvent se faire à la présence de Basly parmi les grévistes malgré eux de l'Aveyron.

M. Basly se croit encore à Anzin, derrière son comptoir, écrit le *Temps*. « Il oublie qu'en l'arrachant à la modestie de sa vie privée et en lui faisant l'honneur de l'envoyer siéger à la Chambre, 260,000 électeurs lui ont imposé du même coup certaines obligations ».

Obligations de lâcher sa classe, les mineurs ses anciens camarades de fosses, et de les faire canarder au besoin— n'est-ce pas monsieur Scherer? Mais que voulez-vous ? ni Basly, ni Camélinat ne l'entendent ainsi; et si la situation à Decazeville n'était pas aussi tragique, ce qu'ils riraient bien d'être rappelés à l'observation d'un mandat — qu'ils n'étaient pas hommes à accepter—par un journal qui, adversaire acharné du mandat impératif, n'a jamais voulu d'autre loi pour les députés que leur conscience!

Si encore en intervenant de leur personne entre les mineurs et la Compagnie, c'était au bénéfice de cette dernière qu'ils exerçaient leur action, le *Temps* ne verrait pas d'un trop mauvais œil qu'au lieu de siéger au Palais Bourbon ils tinssent séance à Decazeville.

On a déjà vu, en effet, « des hommes politiques », des représentants, s'immiscer dans les grèves. MM. Clémenceau, Maret, Lanessan entre autres, à la Grand' Combe et à Bessèges. Mais ceux-ci, en bons radicaux qu'ils étaient, ne dépensaient leur salive qu'à prêcher la capitulation aux mineurs.

Et à la première apparition d'un pantalon rouge, lorsque Gambetta passa la parole aux baïonnettes, ils n'hésitèrent pas une minute à... sauter dans le premier train express pour Paris. Les grévistes pouvaient avoir le droit pour eux mais la Compagnie, avec l'armée, avait la force. Et il ne restait à nos bons députés qu'à s'en aller — plus vite qu'ils n'étaient venus.

Au lieu de suivre cet admirable exemple, voilà-t-il pas qu'au contraire Basly et Camélinat restent en permanence précisément parce que la troupe est là, menaçante. Ils font plus, les misérables; ils affichent leur intention de se placer avec leurs insignes entre les ouvriers et les fusils si ces derniers devaient s'abattre sur la foule.

Pour le coup, c'est trop fort; et le *Temps* qui ne se possède plus, met en demeure le Parlement de prendre des mesures contre pareils *empêcheurs de fusiller en rond*.

S'opposer, au péril de leur vie, à ce que comme les *chassepots*, les *gras* fassent merveille ! Se faire tuer pour qu'on ne tue pas des femmes et des enfants comme à Aubin il y a vingt ans ! on n'a pas idée d'un pareil crime !

Assassins ! leur crie le *Temps*. Et, à l'expression près, l'organe par excellence de la bourgeoisie n'a pas tort, Basly, Camélinat et Boyer sont en train d'assassiner — ou d'exécuter — tous les partis politiques bourgeois qui ne trouveront plus d'électeurs, maintenant que notre prolétariat a pu faire la différence entre les députés socialistes et les autres.

LA CHAMBRE COMPLICE

Nous ne sommes pas — et pour cause — pour qu'on change d'air les princes en les transportant eux, leurs millions et leurs complots, de l'autre côté de la frontière où les attend la plus complète impunité.

Mais dans les conditions où la Chambre a repoussé aussi bien leur expulsion à temps et sous condition que leur expulsion immédiate, le vote de jeudi est un véritable *permis de conspirer*.

Ce n'est pas, en effet, comme inefficaces que ces mesures ont été écartées à une formidable majorité, mais comme attentatoires à la liberté des prétendants, dans lesquels M. Henry Maret l'a déclaré, on ne doit voir que des « citoyens ».

Ces citoyens-là, les révolutionnaires ouvriers de 1886 ont appris des bourgeois révolutionnaires de 1793 comment on les traite. Mais en attendant que nous soyons en mesure de le faire, nous demandons — et nous amènerons le pays à exiger — qu'il soit rendu contre eux un bon décret ainsi conçu :

Considérant que les dangers que les membres des familles ci-devant royales et impériales peuvent faire courir à la République, ne résident pas tant dans leur présence sur le sol national que dans les immenses capitaux dont ils disposent;

Considérant que les d'Orléans, notamment, sont plus hommes de bourse qu'hommes d'épée, l'argent ayant toujours été, aussi bien en 1789 qu'en 1830, leur grand moyen de conspiration;

Attendu, d'autre part, que la fortune des d'Orléans ne représente qu'une série de vols accomplis soit contre des particuliers, soit contre la nation :

Vols contre les particuliers:

En 1790 c'est un agent de change, Pinel, qui, au sortir du château du Raincy, en emportant un portefeuille de plus de quarante millions confié par lui au duc d'Orléans, est assassiné dans une voiture conduite par les gens du prince sans que le portefeuil'e ait pu être retrouvé;

En 1830, c'est le vieux prince de Condé qui paye de sa vie un testament de plus de cinquante millions à lui arraché en faveur du duc d'Aumale ;

Vols contre la nation:

Bien qu'à la mort de Philippe-Egalité l'Etat ait payé ses dettes jusqu'à concurrence de trente-sept millions, le duc d'Orléans, sous la Restauration, extorquait à la France vaincue et réembourbonisée :

1· La fortune complète de son père, sans qu'aucun compte fût tenu des trente-sept millions remboursés aux créanciers ;

2· Dix-sept millions sur le milliard des émigrés;

3· Vingt-six millions, du chef de sa mère, fille du duc de Penthièvre, qui, provenant d'un apanage détaché du domaine de la couronne, devaient faute d'héritiers mâles et directs revenir à l'Etat ;

En 1830, lors de son entrée aux Tuileries, au moyen d'une donation anti-datée, Louis-Philippe filoutait au royaume la totalité de ses biens personnels, que le fait seul de son accession au trône transformait en biens nationaux;

En 1872 enfin, les d'Orléans, ajoutant leur indemnité à celle de la Prusse, escroquaient à la France, de nouveau vaincue et démembrée, quarante et quelques millions sous le titre menteur de restitution;

Attendu, par suite, qu'en dehors même des raisons générales qui veulent la nationalisation ou la socialisation de la propriété capitaliste en masse, il existe des raisons particulières d'exproprier au profit de la collectivité cette famille de brigands;

Il est décrété ce qui suit :

Article premier. — Les biens, meubles et immeubles possédés actuellement par les trente-trois membres de la famille d'Orléans sont décrétés propriété nationale ;

Art. 2. — Cette mesure de conservation républicaine et de justice sociale est, pour des motifs analogues, étendue aux familles Bonaparte.

ROBES-PIERROT

Il paraît qu'il y a quelque chose de pourri dans le royaume de... M. Brousse. C'est lui-même qui prend la peine de nous en instruire par des lamentations d'une colonne et plus.

> Ses fidèles sujets qu'on voyait autrefois,
> Le front dans la poussière, obéir à ses lois,

seraient en train de s'émanciper. M. Brousse ne les reconnaît plus.

Non seulement ceux qui « n'ont pas le temps de pénétrer le fonds des choses » — attrapez, ouvriers manuels ! — mais ceux-là mêmes qui à son école « avaient acquis quelque expérience de la politique » se laissent entraîner hors des intrigues et des petits papiers dans lesquels on les avait parqués.

Il a suffi pour les « emballer », (*sic*) de la véritable révolution produite dans notre France ouvrière par l'entrée à la Chambre du socialisme révolutionnaire avec Basly, Camélinat et Boyer.

Au lieu de ne voir dans cet événement qu'une « agitation superficielle limitée par les murs d'une salle de théâtre » comme le voulait ledit Brousse et de dire aux députés ouvriers qui sont descendus dans le peuple des réunions et font actuellement un rempart de leurs poitrines aux grévistes de l'Aveyron : « Vous ne portez pas notre marque de fabrique. Nous ne vous connaissons pas et ne voulons pas vous connaître ! » l'Union fédérative s'est ébranlée; elle refuse de marquer plus longtemps le pas divisionniste et elle marche au prolétariat, à sa classe engagée.

Et Robes-Pierrot de se fâcher tout rouge, naturellement. Menacé de rester seul avec son exclusivisme, non pas de sectaire, mais d'envieux, il interpelle violemment et grossièrement les déserteurs. « Oh ! là, vous autres, tas de *bonshommes* et de *naïfs*, est-ce que vous allez, sous prétexte que la Révolution vous appelle, me planter là, dans ma chapelle vide de fidèles ? »

Comme la rage n'exclut pas cependant toute prudence chez notre Robespierre en zinc, comme l'autre avec la Convention, il s'acharne à déclarer que « toute » l'Union fédérative n'est pas à pendre. L'« immense majorité, les 90 centièmes » sont encore « purs ». Mais il s'est glissé des traîtres parmi eux, qui croient à la nécessité d'une entente, d'une union entre les différents groupements socialistes. Et que ceux-là tremblent !

On les connaît, et si on ne les démasque pas comme cela, du premier coup, ils ne perdront rien pour attendre.

Robes-Pierrot a l'œil sur eux : qu'ils se hâtent de rentrer dans l'ordre.... broussiste, ou ils seront bel et bien exécutés dans un prochain article.

Nous attendons l'article.

A RUEL, RUEL ET DEMI

On dit que la fabrique de M. Ruel à Sonneberg est très importante. Il faut croire qu'elle ne suffit pas encore à l'avidité de ce philanthrope, car, à Paris, pour lui faire plaisir, j'ai dû un moment me livrer à la *contrefaçon allemande*.

Ce curieux signe des temps vaut la peine d'être raconté.

J'ai connu, il y a trois ans, des fabricants de jouets bien embarrassés : il leur était impossible de vendre seulement un ballon. Avec cette sacrée concurrence étrangère, les prix n'étaient jamais à la hauteur, ou plutôt à la profondeur. Les fabricants rentraient le soir désespérés, ils parcouraient l'atelier le front soucieux cherchant le moyen d'amener M. Ruel à composition et de chasser l'étranger. Ils n'en trouvaient pas de meilleur que de diminuer les prix de façon ; mais à force d'en user et d'en abuser, ils purent se rendre compte que leur meilleur moyen ne valait rien du tout.

C'est alors que le plus malin d'entre eux eut une idée de génie : « M. Ruel veut de l'Allemand, je lui donnerai de l'Allemand», dit-il. Il attrape ses ballons défraîchis, il les peint avec des couleurs un peu ternes, un peu mates, comme on fait en Prusse, puis il s'abouche avec un vieux patriote alsacien possédant l'accent et des étiquettes allemandes. Ce dernier était justement en France parce qu'il avait remarqué la passion des bazardiers français pour l'article de Paris — d'Outre-Rhin, mais il avait remarqué aussi qu'avec les frais de douane, de transport, la casse pendant le voyage, il y aurait, pour bien des objets, avantage à les acheter à Paris. Tous deux étaient faits pour s'entendre *moyennant une betide gommission*.

Le compatriote de Siebecker n'avait pas fini d'annoncer *son arrivache tirecde de Francfort*, que les clients se jetaient sur ses ballons, comme dix sergents de ville sur un socialiste désarmé.

Et quand les autres fabricants arrivaient, montrant leurs échantillons, protestant de leur bon marché, M. Ruel, regardant en connaisseur, répondait : « Eh ! c'est le même prix ! c'est le même prix !... Je ne dis pas non...» Puis avec conviction : « Mais, tâtez-moi cette marchandise-là !.... C'est de l'allemand... C'est *meilleur !* »

G. ÉDOUARD.

Le *Radical* journal de l'anarchiste Maret, déclare que jamais on n'avait entendu des propositions aussi absurdes, aussi irréalisables que celles votées le 21 février au Château-d'Eau. La journée de huit heures et la fixation du prix de la main-d'œuvre pour empêcher les patrons d'exploiter sans merci la misère ouvrière, sont des choses irréalisables à M. Maret dont le journal vit grassement de l'argent qu'il reçoit de la Compagnie du Gaz pour défendre son monopole. Le *Radical* ajoute que de pareilles réclamations vont compromettre la mise à exécution des grands travaux réclamés par tout le monde. Ainsi, pour le journal de M. Maret, les grands travaux ne pourront être entrepris que si on permet à la classe capitaliste de rogner les salaires et d'allonger outre mesure la journée de travail. Si le patron n'a pas cette liberté d'exploitation, nous n'en voulons plus des grands travaux, dit M. Maret, le défenseur de la liberté patronale.

L'INTERNATIONALE

Mercredi dernier les députés ouvriers de l'Angleterre donnaient à Londres un dîner pour fêter leur élection ; ils avaient envoyé une invitation aux députés socialistes de France, qui, n'ayant pu quitter en ce moment leur poste de combat dans l'Aveyron et à la Chambre, envoyèrent une lettre remerciant leurs camarades d'Outre-Manche et leur proposant :

1· D'entreprendre simultanément un mouvement en faveur d'une législation internationale du travail, portant sur les points suivants:

a) Interdiction du travail des enfants âgés de moins de quatorze ans.

b) Limitation du travail des femmes et des mineurs.

c) Mesures d'hygiène. de salubrité et de sécurité dans les ateliers, dans le but de protéger la santé, le développement physique et moral et la vie des travailleurs.

d) Protection et assurance contre les accidents.

e) Fixation pour les adultes d'une journée normale de travail, dont la limite maxima ne devra pas dépasser huit heures.

f) Fixation d'un jour de repos par semaine.

g) Institution d'un bureau international de contrôle général de statistique ouvrière et industrielle, chargé d'étudier et de proposer les moyens d'étendre et de codifier la législation internationale du travail.

2· De tenir un congrès international en septembre prochain auquel seront invités tous les représentants ouvriers d'Amérique et d'Europe dans le but d'émanciper les travailleurs de tous pays.

Le *Times* qui rend compte du dîner, rapporte que les propositions des députés socialistes français ont été saluées par de nombreux bravos. Nous ne croyons pas que les députés ouvriers anglais, qui sont tous ou presque tous enrégimentés dans les rangs du parti libéral, aient le courage de prendre en main les propositions des socialistes français. C'est malheureux, car il y avait là une occasion de ressusciter l'Internationale. Mais cette occasion se représentera.

Il est utile, à ce propos, de rappeler ce qu'était l'ancienne Internationale. — J'ai fait partie de l'Internationale en Angleterre, en France, en Espagne, en Portugal; j'ai été mêlé à ces querelles intestines, je crois donc pouvoir dire que j'ai été en position d'en saisir l'esprit et d'en comprendre le rôle.

***

Les origines de l'Internationale remontent à l'exposition internationale de Londres. Les délégués ouvriers de l'industrie française se trouvaient pour la première fois en contact avec les ouvriers anglais; une entente cordiale s'établit ; les ouvriers des deux nations s'aperçurent que les vieilles haines séculaires, si habilement entretenues par les politiciens, étaient éteintes ; ils se convainquirent que la misère était le lot des travailleurs sans distinction de races et de nationalités, et que cette communauté de misère et de travail devait engendrer la fraternité des classes ouvrières cherchant leur émancipation. L'idée de l'Internationale était née dans les cerveaux ouvriers.

Avant 1848 existait la Société internationale des communistes ; elle avait tenu à Londres, en 1847, son dernier congrès, d'où sortit le fameux *Manifeste du parti communiste*, sans contredit un des plus remarquables documents du socialisme moderne; comme nos lecteurs le savent, ce document que nous avons publié il y a quelque temps, est dû à la plume de Marx et d'Engels. Beaucoup de membres de l'Internationale des communistes, la plupart exilés de leur pays depuis la tourmente de 1848, vivaient à Londres; ils virent une occasion de reconstituer leur société internationale brisée par la réaction qui suivit 1848. Ce furent les vieux communistes de 1848, qui, soutenus par de jeunes recrues surgissant spontanément dans tous les pays d'Europe, imprimèrent à l'Internationale des travailleurs son véritable caractère ; dès le début, ils durent entrer en lutte avec les Tolain et les Fribourg de l'Internationale parisienne, qui travaillaient à lui faire endosser leur autonomisme, fédéralisme et autres blagues libertaires et proudhoniennes.

Les statuts de l'Internationale des travailleurs, dûs encore à la plume de Marx, prouvent que si les communistes, qui en étaient les véritables fondateurs, écartaient avec un soin jaloux tout socialisme sentimental et petit-bourgeois, ils n'imposaient pas leurs propres théories à l'association naissante. Les statuts, bien que proclamant que la cause de tous les maux sociaux gît dans « l'assujettissement du travailleur au capital » et que, par conséquent, la solution de la question sociale est d'ordre économique, ne préconisaient aucune solution. Les statuts étaient pour ainsi dire neutres. Les communistes fondateurs, conscients de la marche centralisatrice de la production et de la tendance fatale du mouvement social au communisme, voulurent au contraire laisser les aspirations ouvrières se dégager et se produire librement.

Le premier congrès de l'Internationale marqua la défaite des proudhoniens ; leur ridicule et prétentieux mémoire, où toutes les questions sociales étaient résolues par la gratuité du crédit, fut mis de côté ; les délégués adoptèrent les résolutions du conseil général de Londres, parmi lesquelles figurait la plus importante réforme ouvrière, la *limitation légale de la journée de travail à huit heures*. Cette réforme a été inscrite sur le programme du Parti ouvrier français voté au congrès du Havre, et maintenue aux congrès de Roanne et de Roubaix. Les possibilistes de Saint-Etienne, pour ne pas déplaire aux bourgeois dont ils espéraient capter les votes, s'étaient empressés de la rayer de leur programme; mais aujourd'hui ils ont été obligés de la reprendre : c'est là un signe caractéristique du progrès des idées socialistes.

Les congrès internationaux de Bruxelles et de Bâle agitèrent et résolurent la question de la propriété foncière ; les communistes triomphèrent, les délégués ouvriers votèrent *la rentrée du sol à la collectivité*. La majorité de la délégation parisienne s'abstint ou se prononça pour la propriété individuelle. Au dernier grand congrès de l'Internationale, tenu à la Haye après la chute de la Commune, il fut décidé, malgré l'opposition des anarchistes, que la classe ouvrière devait se constituer en parti politique distinct et opposé à tous les partis bourgeois, et prendre part aux luttes économiques et politiques de son époque.

L'œuvre de la première Internationale des travailleurs était terminée.

L'Internationale des travailleurs était le premier grand effort que faisaient les classes ouvrières d'Europe et d'Amérique pour jeter les bases d'une entente révolutionnaire entre les prolétariats de tous les pays à civilisation capitaliste.

Cette société ne pouvait avoir qu'une action théorique, créer un fonds commun d'aspirations et d'idées ; toute son action pratique se borna à soutenir certaines grèves importantes de France, de Suisse, d'Angleterre, de Belgique.

Pour que l'Internationale continuât de vivre, il aurait fallu qu'elle sortît de la région théorique et descendît dans l'arène politique. Le moment était mal choisi. La réaction dominait l'Europe. L'action politique de la classe ouvrière était impossible. L'Internationale devait ou s'épuiser dans la logomachie ou se dissoudre. Les congrès qui se tinrent après le congrès de la Haye, furent sans importance. Les délégués ne représentaient que leur personnalité ou des groupes insignifiants.

L'Internationale avait repris les idées communistes oubliées depuis 1848 ; elle les débarrassa de leur utopisme et les dissémina dans les classes ouvrières d'Europe et d'Amérique. Sa semence germa. Tous les partis ouvriers qui, depuis dix ans, se sont constitués dans tous les pays civilisés, ont repris le mouvement théorique au point où l'avait mené l'Internationale et l'ont complété par des propositions nouvelles, tous inscrivant sur leur drapeau : *Expropriation de la classe capitaliste et socialisation des moyens de production.*

Les tentatives faites par certaines personnes pour reconstituer l'Internationale, étaient condamnées à avorter. On a pu tenir des congrès internationaux ; on a pu lier des relations individuelles, mais on n'a pu fonder une société ayant une existence réelle et agissante. Le temps des individualités plus ou moins Don Quichotiques est passé ; nous sommes arrivés à la période de l'action des collectivités. Là où les individus aimant le bruit et les voyages en Suisse ont échoué, les partis ouvriers des différentes nations réussiront.

Quand les partis ouvriers d'Europe et d'Amérique auront pris corps dans leur propre pays et qu'ils commenceront à exercer une influence sur la direction politique de leurs pays respectifs, la nécessité d'une entente internationale de tous ces partis ouvriers ayant déjà un programme commun, se fera sentir. Alors l'Internationale sera reconstituée ; mais la prochaine Internationale qui se reconstituera envers et contre toutes les lois Dufaure, ne sera pas seulement théorique, mais pratique.

La prochaine prise d'armes du Prolétariat ne sera plus nationale, elle sera internationale. La Révolution ouvrière ne pourra triompher que si elle est internationale.

LA RÉPUBLIQUE DES EMPRUNTS

Jamais on n'a gaspillé avec autant de sans-gêne. Les déficits deviennent la règle; tous les ans on est obligé d'équilibrer le budget à coups d'emprunts.

En 1878,	on empruntait	317	millions.
1879,	—	202	—
1880,	—	413	—
1881,	—	354	—
1882,	—	144	—
		1.430	millions

Mais ce n'est pas tout. La dette flottante dépassait un milliard, on la consolida ; c'était une autre manière de faire un nouvel emprunt. Le milliard 192 millions que nécessita cette consolidation fut fourni en grande partie par la Caisse d'Epargne. Le gouvernement mit sans façon la main sur les fonds qui s'y trouvaient. Et, depuis cette époque, on emploie les différences entre les rentrées et les sorties des Caisses d'Epargne à combler les déficits du budget. C'est une manière excellente de prouver l'utilité de l'épargne.

Mais il paraît que cette ressource ne sera pas suffisante cette année; car le déficit atteint 230 millions. Je laisse la parole à M. Say qui, dans les *Débats*, disait :

« Après que les ministres auront, chacun dans leurs services particuliers, réduit au minimum le montant des crédits qu'ils demanderont aux Chambres, il restera évidemment une différence à couvrir d'environ 150 millions de francs. sans compter une dépense de plus de 80 millions pour la garantie d'intérêt des chemins de fer, soit en tout 230 millions de francs de déficit. »

Comment combler ce déficit—avec des impôts nouveaux ou avec un emprunt que l'on déguisera sous un nom plus ou moins plausible? Là est la question que se pose le bâton de cosmétique qui se nomme Sadi-Carnot, ministre des finances de la Basse-République.

Quand les ouvriers portent leurs doléances au gouvernement les ministres répondent : « Nous ne pouvons rien pour vous ; nous ne pouvons intervenir entre le travail et le capital, nos caisses sont vides pour soulager vos misères. » Citoyen Kropotkine, les bourgeois sont de votre opinion, l'Etat n'est bon à rien, ne peut rien faire pour les ouvriers, qui doivent se dépêtrer comme ils le peuvent. Mais quand ce sont des compagnies minières et de chemins de fer qui s'adressent aux ministres, la thèse change : « Vous voulez des canons et des sabres pour dompter vos mineurs, en voilà tant que vous voudrez. Vous avez besoin de subventions et de garanties d'intérêt pour vos chemins de fer, messieurs les financiers, voilà les caisses du trésor ; quand vous les aurez mises à sec, nous emprunterons, nous augmenterons les impôts. Allez-y carrément. »

L'Etat ne peut rien faire pour les ouvriers, mais il fait tout pour les capitalistes.

Les 80 millions de garantie que l'Etat donne tous les ans aux chemins de fer, représentent un impôt de plus de 2 fr. par tête mis sur tous les Français.

HONTE !

Une correspondance de Pékin au *North China Herald*, un journal anglais qui se publie à Shangaï, écrit :

« Il existe ici beaucoup d'inquiétude dans toutes les ambassades au sujet des traités commerciaux que le gouvernement chinois est en train de passer avec telle ou telle nationalité. Il n'y a qu'une seule idée dans la tête des ambassadeurs européens, c'est d'empêcher que les commerçants et les industriels des nationalités autres que la leur, ne fassent des affaires avec la Chine. On dit que le plénipotentiaire français n'a d'autre mission que de forcer le gouvernement chinois à acheter les rails et les locomotives des usines de France ; depuis longtemps l'on connaît les occupations mercantiles des autres ambassades. On dit, mais je ne puis certifier le fait, qu'un ambassadeur s'est abaissé jusqu'à protester contre l'achat des produits de n'importe quelle nationalité autre que la sienne... Il est honteux, ajoute le correspondant, de voir deux grandes républiques, la France et les Etats-Unis, et les grandes puissances militaires de l'Europe, réduites au rôle de mendiantes auprès du gouvernement chinois; les voir ainsi implorant des contrats pour canons et rails d'acier, n'est pas un spectacle flatteur pour notre si supérieure civilisation. »

Qu'importe la honte, si l'on gagne des pièces de cent sous, disent les capitalistes d'Europe et d'Amérique.

Un exemple à suivre

L'Angleterre est le pays des excentriques. Les blasés des classes possédantes de la France se contentent de se livrer à la débauche crapuleuse ; ceux auxquels il reste un morceau de cervelle font du pessimisme ; comme ils s'ennuient à mourir, ils prétendent que tout est mauvais. Les blasés d'Angleterre, pour tuer le temps, s'y prennent d'une manière plus énergique, il y en a qui vont aux Indes et en Afrique chercher les émotions de la chasse aux tigres et autres animaux féroces. Un baron Anglais, sir C. de Crespigny, pour cravacher ses nerfs lassés, ne trouva rien de plus plaisant que de remplacer un des aides du bourreau et de prendre part à la triple pendaison qui a eu lieu le 8 du mois dernier.

Questionné sur les motifs qui le déterminèrent à jouer le rôle de valet de bourreau, il répondit simplement : « Je suis magistrat ; et, comme je ne veux pas imposer à un autre homme un travail que je ne sois prêt à exécuter moi-même. j'ai voulu faire mon apprentissage, pour pouvoir remplacer le bourreau en cas de besoin. »

Les patrons devraient imiter l'exemple de ce baron anglais, et faire leur apprentissage dans les filatures et les mines pour connaître les misères que leur rapacité inflige aux travailleurs.

Un statisticien allemand, M. Kasper, a fait des recherches sur *l'âge de différentes classes sociales* de Berlin. Il a établi l'âge moyen de 2,000 ouvriers et l'a comparé avec

la longévité moyenne de 713 membres des familles princières et nobles de Berlin.

M. Kasper trouve que sur 1,000 hommes des deux catégories vivaient :

jusqu'à l'âge	haute aristocratie	classe laborieuse
de 5 ans	943	655
20	886	566
50	557	338
70	235	117
90 et au-dessus	15	4

Ces quatre derniers étaient dans l'état le plus misérable après une longue vie de travail, les 15 personnages de haute volée dans l'abondance, parce que leur vie durant ils ont fait travailler les autres pour pouvoir bien vivre.

Les pauvres diables pourront se consoler en songeant que là-bas, dans l'autre monde, ils seront récompensés pour leur abstinence de toutes jouissances terrestres; car si, en ce bas monde, il n'y a pour les ânes que du travail et des chardons, le royaume des cieux est leur héritage.

LA TERREUR PATRONALE

La Compagnie minière se comporte dans l'Aveyron en pays conquis. Deux mille soldats de toutes armes occupent Decazeville, où il ne se trouve environ que dix-sept cents mineurs. Jamais les Prussiens n'ont fait peser sur une ville prise d'assaut, une pareille terreur. Les soldats bivouaquent dans les rues, baïonnettes au bout des fusils; la gare, la mairie et les maisons de l'administration et des ingénieurs sont gardées par des soldats armés. Les habitants vivent sous la menace d'être arrêtés, incarcérés et envoyés devant les tribunaux, où en deux temps et quatre mouvements on les condamne à des mois de prison. Tous les délégués des mineurs sont surveillés par la police et appréhendés avec ou sans prétexte, peu importe ; Soubrié, un des vaillants qui défendent leurs camarades et qui vendait le *Cri du Peuple*, a été empoigné, parce qu'il se serait servi du mot *watriniser*. Cette arrestation est illégale : mais qu'importe, M. Léon Say est en pays conquis.

L'administration de la mine fait afficher qu'elle entend rester absolue maîtresse, et faire crever de faim les mineurs qui, se croyant libres, ont abandonné le travail. Et le gouvernement français prête ses soldats, ses gendarmes et ses magistrats à cette bande de coquins, qui oppriment les mineurs de l'Aveyron. Jamais on n'avait aussi impudemment affiché que les forces de l'Etat sont au service des capitalistes pour écraser le peuple des salariés.

Et que font messieurs les radicaux? jusqu'ici ils sont restés les bras croisés, laissant tout passer, autorisant tout par leur silence. Ah ! si dans la Chambre il ne se trouvait pas trois députés socialistes, dont deux, Camélinat et Basly, se sont transportés à Decazeville et qui ont déclaré qu'on trouerait leurs poitrines si l'armée tirait sur le peuple. il y a longtemps qu'on aurait sabré et chassepoté les mineurs pour leur apprendre la soumission aux volontés patronales. Car c'est un massacre de mineurs, c'est une saignée prolétarienne que réclament les Léon Say et les Raoul Duval, pour étouffer l'esprit de révolte dans cette malheureuse population qu'ils volent et qu'ils torturent depuis des années.

Enfin M. Clémenceau et les tristes sires qui le suivent, se sont décidés à se rendre auprès du ministre pour lui demander quand la terreur patronale prendrait fin : il est vrai que, pour se décider à une pareille démarche, il a fallu que Camélinat annonçât qu'il revenait de Decazeville et qu'il allait interpeller le ministère. C'est alors seulement que les soi-disant socialistes du radicalisme se sont souvenus des articles de la loi de 1810, autorisant le ministre à retirer la concession à toute compagnie qui suspendrait ou restreindrait son exploitation, « de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs. Depuis deux mois, les Petitjean inquiètent la sûreté publique par ce déplacement inusité de forces militaires, ils menacent de livrer aux flammes les mines de l'Aveyron, de détruire une richesse incalculable, et les farceurs du radicalisme n'ont pas bougé.

En intervenant au dernier moment, quand Camélinat parlant du haut de la tribune allait soulever la colère du pays contre les gredins à la Léon Say et à la Raoul Duval et contre la complicité scélérate du gouvernement, vous croyez vous sauver de l'indignation populaire. Vous vous trompez. Les ouvriers que vous dupez depuis si longtemps, savent enfin qu'ils ne doivent plus compter sur vous, que vous permettrez aux capitalistes, à ceux qui détiennent les mines, les chemins de fer, les banques, les usines, tous les instruments de travail, de les voler et de les tuer, puisque vous avez permis à l'administration des mines de l'Aveyron de mettre tout un département au régime de la terreur patronale.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Paris. — Pendant qu'à Decazeville, Basly et Camélinat déclaraient, aux applaudissements des mineurs, « qu'ils n'hésiteraient pas à opposer leurs poitrines de députés socialistes aux fusils de l'ordre s'ils venaient à s'abattre contre la foule », Vaillant, Joffrin et Chabert faisaient à l'Hôtel-de-Ville leur devoir de conseillers socialistes en déposant les propositions suivantes :

« Le Conseil,

« Considérant que, s'il importe de dénoncer à l'indignation publique les propriétaires-directeurs des mines de Decazeville comme les auteurs responsables des misères ouvrières, ainsi que de toutes les funestes conséquences qui peuvent résulter de leur tyrannie et de leurs provocations, il n'importe pas moins de porter secours aux mineurs privés de travail, mourant de faim, et de les assurer des sympathies et de la solidarité du peuple de Paris,

« Délibère :

« Une somme de 10,000 francs, prélevée sur la réserve du budget de 1886, est mise à la disposition des mineurs grévistes de Decazeville.

« Signé : VAILLANT, JOFFRIN, CHABERT. »

« Le Conseil,

« Considérant,

« Que tant à Decazeville qu'en toutes autres mines qui lui ont été concédées, la Société des houillères de l'Aveyron s'est montrée incapable d'en diriger l'exploitation, le travail, en accord avec l'intérêt public;

« Que, sans autre souci que celui d'un profit égoïste, cette Société, méconnaissant le droit à l'existence et au travail des ouvriers, les réduit par la ruse et la force à une misère croissante, et, faisant appel au secours de la force armée toute à son service, ne craint pas de susciter la révolte et la guerre civile;

« Qu'ainsi le maintien de la concession de ces mines est en contradiction avec l'intérêt général de la nation et l'intérêt particulier des mineurs ;

« Qu'il est nécessaire que la nation reprenne possession d'un bien qui n'eût jamais dû sortir du domaine national et qui doit y rentrer.

« Emet le vœu :

« Que le Parlement, annulant les actes de concession des mines dont la Société des houillères de l'Aveyron est devenue propriétaire, déclare cette Compagnie déchue de son droit de propriété et vote, par une loi à cet effet, la reprise de ces mines redevenues ainsi définitivement propriété inaliénable de la nation.

« Signé : VAILLANT, JOFFRIN, CHABERT. »

Ces deux propositions ont été renvoyées à la Commission du travail, et devront être rapportées vendredi au plus tard.

— Le scrutin de ballottage pour le Conseil de Prud'hommes (troisième catégorie des industries diverses) a pleinement justifié nos prévisions. Les deux candidats socialistes sont élus. Raymond avait été nommé par 300 voix contre 109; Ponchet passe avec 157 voix contre 43 aux marchandeurs.

— Voici à ce jour la liste des groupes qui se sont déclarés solidaires de l'acte de justice accompli à Decazeville et qui ont félicité les députés ouvriers Basly, Boyer et Camélinat de leur attitude à la Chambre :

Les Groupes de l'Union des travailleurs socialistes de Lyon.

Le Comité du progrès républicain de Denain (Nord).

Le Congrès socialiste du département du Gard.

Le Groupe communiste le *Droit au Travail* du canton de Courbevoie (Seine).

Le Groupe des athées socialistes de Vergèze (Gard).

Le Groupe d'études sociales et d'action révolutionnaire les Ignorés de Marsannay-la-Côte.

Le Groupe d'action politique et sociale l'*Egalité* de Roubaix (Nord).

Les Groupes d'étude et de propagande socialiste de Saint-Etienne (Loire).

La Chambre syndicale ouvrière de Roubaix.

La Chambre syndicale de l'industrie lainière de Reims (Marne).

Le Cercle républicain radical de Toulouse.

Le Groupe d'études sociales de Boulogne-sur-Seine.

Le Comité révolutionnaire du treizième arrondissement.

La Fédération lithographique de France.

Le Cercle des travailleurs socialistes de Saint-Ouen.

Le Cercle collectiviste révolutionnaire du quatorzième arrondissement.

Le Groupe socialiste l'*Egalité* (de Lille).

Le Cercle d'études sociales et d'action politique des quartiers Folie-Méricourt et Ambroise (onzième arrondissement).

Les Conseillers municipaux ouvriers de la ville de Troyes.

Le Groupe socialiste la Défense Ouvrière de Saint-Quentin.

Le Comité ouvrier socialiste de Vincennes.

La Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes de Nouzon (Ardennes).

Les Socialistes de la ville de Nîmes.

Le Comité révolutionnaire du dixième arrondissement.

Le Cercle collectiviste révolutionnaire des troisième et quatrième arrondissements.

(*A suivre.*)

ÉTRANGER

Autriche. — Le Comité parlementaire chargé d'étudier la nouvelle loi contre les socialistes, a terminé ses travaux et conclut à son acceptation. La nouvelle loi donne au gouvernement des pouvoirs discrétionnaires, il pourra arrêter et emprisonner toute personne qui attaque l'ordre social et suspendre tous les journaux qui prêcheraient le renversement du gouvernement. De nouveaux articles ont été ajoutés au projet primitif, qui condamnait tout propriétaire qui louerait une salle aux socialistes ; tout débitant de boissons et tout logeur qui permettrait chez lui la tenue d'une réunion socialiste, seraient poursuivis et se verraient enlever leur permission.

Les socialistes, en un mot, sont hors la loi en Autriche; on arrivera peut-être à condamner à la prison toute personne qui les emploierait ou qui leur vendrait du pain.

Belgique. — Dans sa dernière séance, la Fédération bruxelloise du Parti ouvrier belge a voté une adresse de félicitations au député socialiste Basly « qui a si énergiquement défendu, à la Chambre française, les droits des ouvriers mineurs et qui a demandé des remèdes aux maux dont souffrent les malheureux travailleurs des houillères. »

Espagne. — Nous avons reçu le premier numéro de *El Socialismo*, revue bi-mensuelle, qui paraît à Cadix. Le but de ce nouveau défenseur de l'idée socialiste en Espagne, est « plutôt que de publier des articles originaux, de reproduire les plus importants de ceux qui paraissent dans les journaux socialistes de toutes les nations ». Cette revue se propose d'être comme un écho de l'opinion des travailleurs du monde entier.

Nous applaudissons de toutes nos forces cette courageuse entreprise pour solidariser les ouvriers espagnols, — qui fournirent jadis de si nombreux et si ardents adhérents à l'Association internationale des travailleurs — avec les ouvriers de tous les pays; nous envoyons nos fraternels souhaits de réussite aux rédacteurs du nouvel organe socialiste, parmi lesquels nous croyons reconnaître un de nos bons camarades, un brave socialiste révolutionnaire qui a fait ses preuves.

VARIÉTÉS

LA RELIGION DU CAPITAL

I (Suite)

Le Congrès de Londres

Bleichrœder, Rothschild, Vanderbilt, tous les chrétiens et tous les juifs de l'Internationale jaune, battaient des mains et vociféraient :

— Giffen a raison. Le Capital est Dieu, le seul Dieu vivant!

Quand l'enthousiasme judaïque se fut un peu calmé, Giffen continua :

— Aux uns sa présence se révèle terrible ; aux autres tendre comme l'amour d'une jeune mère. Quand le Capital se jette sur une contrée, c'est une trombe qui passe, broyant et triturant hommes, bêtes et choses. Quand le Capital européen s'abattit sur l'Egypte, il empoigna et souleva de terre les fellahs avec leurs bœufs, leurs charrettes et leurs pioches, et les transporta à l'isthme de Suez, de sa main de fer il les courba au travail, brûlés par le soleil, grelottant de fièvre, torturés par la faim et la soif : trente mille jonchèrent de leurs ossements les bords du canal. Le Capital saisit les hommes jeunes et vigoureux, alertes et bien portants, libres et joyeux; il les emprisonne par milliers dans des usines, dans des tissages, dans des mines, là, comme le charbon dans la fournaise, il les consomme, il incorpore leur sang et leur chair à la houille, à la trame des tissus, à l'acier des machines; il transfuse leur force vitale dans la matière inerte. Quand il les lâche, ils sont usés, cassés et vieillis avant l'âge; ils ne sont que des carcasses inutiles que se disputent l'anémie, la scrofule, la pulmonie. L'imagination humaine, si fertile cependant en monstres terriflants, n'aurait jamais pu enfanter un Dieu aussi cruel, aussi épouvantable, aussi puissant pour le mal. — Mais qu'il est doux, prévoyant et aimable pour ses élus. La terre ne possède pas assez de jouissances pour les privilégiés du Capital; il torture l'esprit des travailleurs pour qu'ils inventent des plaisirs nouveaux, pour qu'ils préparent des mets inconnus afin d'exciter leurs appétits blasés; il procure des vierges-enfants afin de réveiller leurs sens épuisés. Il leur livre en toute propriété les choses mortes et les êtres vivants.

Agités par l'esprit de vérité ils trépignaient et hurlaient :

— Le Capital est Dieu.

— Le Capital ne connaît ni patrie, ni frontière, ni couleur, ni races, ni âges, ni sexes; il est le Dieu international, le Dieu universel, il courbera sous sa loi tous les enfants des hommes! s'écria le légat du pape, en proie à un transport divin. Effaçons les religions du passé; oublions nos haines nationales et nos querelles personnelles, unissons-nous de cœur et d'esprit pour formuler les dogmes de la foi nouvelle, de la **Religion du capital**.

***

Le congrès de Londres, qui marquera dans l'histoire autant que les grands Conciles qui élaborèrent la religion catholique, tint ses séances durant deux semaines : on nomma une commission composée des représentants de toutes les nationalités, et chargée de rédiger les procès-verbaux et de grouper en un corps de doctrine les opinions et les idées émises. Nous avons pu nous procurer différents travaux de cette commission : — *le catéchisme du travailleur*, que nous publions dans ce numéro; *le sermon de la courtisane; les devoirs du patron ; les prières du capitalisme*; une homélie, *bien heureux ceux qui travaillent*; *le catéchisme du soldat ;* des fragments : *les morales d'etat ; le bon ouvrier et le mauvais patron*; *la lamentation du failli; la litanie de la pièce de cent sous.*

Nos lecteurs nous sauront gré de leur faire connaître ces importants travaux avant leur publication officielle.

II

LE CATÉCHISME DES TRAVAILLEURS

Demande. — Quel est ton nom ?

Réponse. — Salarié.

D. — Que sont tes parents ?

R. — Mon père était salarié, ainsi que mon grand-père et mon aïeul; mais les pères de mes pères étaient serfs et esclaves. Ma mère se nomme Pauvreté.

D. — D'où viens-tu, où vas-tu ?

R. — Je viens de la pauvreté et je vais à la misère, en passant par l'hôpital, où mon corps servira de champ d'expériences aux médicaments nouveaux et d'études aux docteurs qui soignent les privilégiés du Capital.

D. — Où es tu né ?

R. — Dans une mansarde, sous les combles d'une maison que mon père et ses camarades de travail avaient bâtie.

D. — Quelle est ta religion?

R. — La religion du Capital.

D. — Quels devoirs t'impose la religion du Capital ?

R. — Deux devoirs principaux : le devoir de renonciation et le devoir de travail.

Ma religion m'ordonne de renoncer à mes droits de propriété sur la terre, notre mère commune, sur les richesses de ses entrailles, sur la fertilité de sa surface, sur sa mystérieuse fécondation par la chaleur et la lumière du soleil ; — elle m'ordonne de renoncer à mes droits de propriété sur le travail de mes mains et de mon cerveau ; — elle m'ordonne encore de renoncer à mon droit de propriété sur ma propre personne ; du moment que je franchis le seuil de l'atelier, je ne m'appartiens plus, je suis la chose du maître.

Ma religion m'ordonne de travailler depuis l'enfance jusqu'à la mort, de travailler à la lumière du soleil et à la lumière du gaz, de travailler le jour et la nuit, de travailler sur terre, sous terre, et sur mer ; de travailler partout et toujours.

D. — T'impose-t-elle d'autres devoirs?

R. — Oui. De prolonger le carême pendant toute l'année ; de vivre de privations, ne contentant ma faim qu'à moitié ; de restreindre tous les besoins de ma chair et de comprimer toutes les aspirations de mon esprit.

D. — T'interdit-elle certaine nourriture ?

R. — Elle me défend de toucher au gibier, à la volaille, à la viande de bœuf de première, de deuxième et de troisième qualité, de goûter au saumon, au homard, aux poissons de chair délicate ; elle me défend de boire du vin naturel, de l'eau-de vie de vin, et du lait tel qu'il sort du pis de la vache.

D. — Quelle nourriture te permet-elle ?

R. — Le pain, les pommes de terre, les haricots, la morue, les harengs saurs, les rebuts de boucherie, la viande de vache, de cheval, de mulet et la charcuterie. Pour remonter rapidement mes forces épuisées, elle me permet de boire du vin falsifié, de l'eau-de-vie de pommes de terre et du *casse poitrine* de betterave.

D. — Quels devoirs t'impose-t-elle envers toi-même?

R. — De rogner mes dépenses ; de vivre dans la saleté et la vermine ; de porter des habits déchirés, rapiécés, reprisés ; de les user jusqu'à la corde, jusqu'à ce qu'ils tombent en guenilles, de marcher sans bas, dans des souliers percés, qui boivent l'eau sale et glaciale des rues.

D. — Quels devoirs t'impose-t-elle envers ta famille?

R. — D'interdire à ma femme et à mes filles toute coquetterie, toute élégance et tout raffinement ; de les couvrir d'étoffes communes, juste assez pour ne pas choquer la pudeur du sergot ; de leur apprendre à ne pas grelotter en hiver sous des colonnades et à ne pas suffoquer en été dans des galetas ; d'inculquer à mes petits-enfants les sacrés principes du travail, afin qu'ils puissent dès le bas-âge gagner leur subsistance et n'être pas à la charge de la société ; de leur enseigner à se coucher sans souper et sans lumière, et de les accoutumer à la misère qui est leur lot dans la vie.

D. — Quels devoirs t'impose-t-elle envers la société ?

R. — D'accroître la fortune sociale par mon travail d'abord, par mon épargne ensuite.

D. — Que t'ordonne-t-elle de faire de tes économies ?

R. — De les porter aux Caisses d'Epargne de l'Etat pour qu'elles servent à combler les déficits du budget (1) ou de les confier aux sociétés fondées par les philanthropes de la finance pour qu'ils les prêtent à nos patrons. Nous devons toujours mettre nos économies à la disposition de nos maîtres.

D. — Te permet-elle de toucher à ton épargne ?

R. — Le moins souvent possible ; elle nous recommande de ne pas insister quand l'Etat refuse de la rendre (2) et de nous résigner quand les philanthropes de la finance devançant nos demandes, nous annoncent que nos économies se sont dissipées en fumée.

D. — As-tu des droits politiques ?

R. — Le Capital m'accorde l'innocente distraction d'élire les législateurs qui forgent des lois pour nous punir ; mais il nous défend de nous occuper de politique et d'écouter les socialistes.

D. — Pourquoi ?

R. — Parce que la politique est le privilège des patrons, parce que les socialistes sont des coquins qui nous pillent et nous trompent. Ils nous disent que l'homme qui ne travaille pas ne doit pas manger, que tout appartient aux salariés parce qu'ils ont produit tout, que le patron est un parasite à supprimer. La sainte religion du Capital nous apprend, au contraire, que le gaspillage des riches crée le travail qui nous donne à manger; que les riches entretiennent les pauvres ; que s'il n'y avait plus de riches, les pauvres périraient. Elle nous enseigne encore à n'être pas assez bêtes pour croire que nos femmes et nos filles sauraient porter les soieries et les velours qu'elles tissent, elles qui ne veulent se parer que de méchantes cotonnades, et que nous ne saurions boire les vins naturels et manger les bons morceaux, nous qui sommes habitués à la vache enragée et aux boissons frauduées.

D. — Qui est ton Dieu ?

R. — Le Capital.

D. — Est-il de toute éternité?

R. — Nos prêtres les plus savants, les économistes officiels, disent qu'il a existé depuis le commencement du monde ; comme il était tout petit alors, Jupiter, Jehovah, Jésus et les autres faux Dieux ont régné à sa place et en son nom ; mais depuis l'an 1,500 environ, il grandit et ne cesse de grandir en masse et en puissance; aujourd'hui il domine le monde.

D. — Ton Dieu est-il tout-puissant?

R. — Oui. Sa possession donne tous les bonheurs de la terre. Quand il détourne sa face d'une famille et d'une nation, elles végètent dans la misère et la douleur. La puissance du Dieu-Capital grandit à mesure que sa masse s'accroît : tous les jours il conquiert de nouveaux pays ; tous les jours il grossit le troupeau des salariés qui, leur vie durant, sont consacrés à augmenter sa masse.

D. — Quels sont les élus de Dieu-Capital ?

R. — Les patrons, les capitalistes, les rentiers.

D. — Comment le Capital, ton Dieu, te récompense-t-il ?

R. — En me donnant toujours et toujours du travail, à moi, à ma femme et à mes tout petits enfants.

D. — Est-ce là ton unique récompense?

R. — Non. Dieu nous autorise a satisfaire notre faim en savourant par les yeux les appétissants étalages de viandes et de provisions que nous n'avons jamais goûtées, que nous ne goûterons jamais et dont se nourrissent les élus et les prêtres sacrés. Sa bonté nous permet de réchauffer nos membres que le froid engourdit, en regardant les chaudes fourrures et les draps épais dont se couvrent les élus et les prêtres sacrés. Elle nous accorde encore le délicat plaisir de réjouir nos yeux en contemplant passer en voiture sur les boulevards et les places publiques, la tribu sainte des rentiers et des capitalistes luisants, dodus, pansus, cossus, environnés d'une tourbe de valets galonnés et de courtisanes peintes et teintes. Nous nous énorgueillissons alors en songeant que si les élus jouissent des merveilles dont nous sommes privés, elles sont l'œuvre de nos mains et de nos cerveaux.

D. — Les élus sont-ils d'une autre race que toi ?

R. — Les capitalistes sont pétris du même argile que les salariés ; mais ils ont été choisis entre des milliers et des millions.

D. — Qu'ont-ils fait pour mériter cette élévation?

R. — Rien. Dieu prouve sa toute-puissance en déversant ses faveurs sur celui qui ne les a point gagnées.

D. — Le Capital est donc injuste ?

R. — Le Capital est la justice même ; mais sa justice dépasse notre faible entendement. Si le Capital était obligé d'accorder sa grâce à ceux qui la méritent, il ne serait point libre, sa puissance aurait des bornes. Le Capital ne peut affirmer sa toute-puissance qu'en prenant ses élus, les patrons et les capitalistes, dans le tas des incapables, des fainéants et des vauriens.

D. — Comment ton Dieu te punit-il ?

R. — En me condamnant au chômage ; alors je suis excommunié : on m'interdit la viande, le vin et le feu. Nous mourons de faim, ma femme et mes enfants.

D. — Quelles sont les fautes que tu dois commettre pour mériter l'excommunication du chômage ?

R. — Aucune. Le bon plaisir du Capital décrète le chômage sans que notre faible intelligence puisse en saisir la raison.

D. — Quelles sont tes prières?

R. — Je ne prie point avec des paroles. Le travail est ma prière. Toute prière parlée dérangerait ma prière efficace qui est le travail, la seule prière qui plaise, parce qu'elle est la seule utile, la seule qui profite au Capital, la seule qui crée de la plus-value.

D. — Où pries-tu ?

R. — Partout : sur mer, sur terre et sous terre, dans les champs, dans les mines, dans les ateliers et dans les boutiques.

Pour que notre prière soit accueillie et récompensée, nous devons déposer aux pieds du Capital notre volonté, notre liberté et notre dignité.

Au son de la cloche, au sifflement de la machine nous devons accourir ; et une fois en prière, nous devons, ainsi que des automates, remuer bras et jambes, pieds et mains, souffler et suer, tendre nos muscles et épuiser nos nerfs.

Nous devons être humbles d'esprit, supporter docilement les emportements et les injures du maître et des contremaîtres, car ils ont toujours raison, même lorsqu'ils nous paraissent avoir tort.

Nous devons remercier le maître quand il réduit le salaire et prolonge la journée de travail ; car tout ce qu'il fait est juste et pour notre bien. Nous devons être honorés quand le maître et ses contremaîtres caressent nos femmes et nos filles, car notre Dieu, le Capital, leur octroie le droit de vie et de mort sur les salariés ainsi que le droit de cuissage sur les salariées.

Plutôt que de laisser une plainte s'échapper de nos lèvres, plutôt que de permettre à la colère de faire bouillonner notre sang, plutôt que de jamais nous mettre en grève, plutôt que de nous révolter, nous devons endurer toutes les souffrances, manger notre pain couvert de crachats et boire notre eau souillée de boue ; car pour châtier notre insolence, le Capital arme le maître de canons et de sabres, de prisons et de bagnes, et de la guillotine et du peloton d'exécution.

D. — Recevras-tu une récompense après la mort ?

R. — Oui, une bien grande. Après la mort, le Capital me laissera m'asseoir et me délasser. Je ne souffrirai plus ni du froid, ni de la faim : je n'aurai plus à m'inquiéter ni du pain du jour, ni du pain du lendemain. Je jouirai du repos éternel de la tombe.

Pour copie conforme.

PAUL LAFARGUE.

(1) Le catéchisme fait allusion à des faits qui se passent en France, mais que sans doute ses rédacteurs désireraient voir se généraliser dans les autres pays. Les sommes déposées dans les Caisses d'épargne ont été employées à liquider la dette flottante, qui s'élevait à douze cents millions de francs ; tous les ans les excédents des sorties sur les rentrées des Caisses d'épargne servent, comme dit le catéchisme, a combler les déficits du budget. M. Beaulieu signalait le danger que présentait cette situation, l'Etat pourrait être mis en faillite par les déposants venant réclamer leur argent. Je ferai remarquer le caractère vraiment international du catéchisme capitaliste, qui formule les devoirs et les droits des prolétaires sans distinction de pays et de race.

(2) Le fait est arrivé déjà, les rédacteurs prévoient qu'il se répétera encore et veulent y préparer les ouvriers épargnistes.

COMMUNICATIONS

PARTI OUVRIER

AGGLOMÉRATION PARISIENNE (CONSEIL LOCAL)

Réunion tous les vendredis à 8 heures 1/2 du soir, salle du *Socialiste*, 17, rue du Croissant.

Anniversaire du 18 mars

Parti ouvrier, Agglomération parisienne et Union des socialistes ponr l'action révolutionnaire.

Salle des Mille Colonnes, 20, rue de la Gaîté.

Jeudi, 18 mars 1886, Grand meeting international sous la présidence du citoyen E. Basly, député de la Seine avec le concours de la citoyenne Louise Michel et des citoyens Lavaud, Jules Guesde, Oury, P. Lafargue, C. Blanck, Duc-Quercy, S. Dereure, etc.

Prix d'entrée : 35 centimes.

A 11 heures punch avec le concours d'artistes dramatiques et lyriques des concerts.

Prix : 50 centimes.

S'adresser au *Socialiste*, 17, rue du Croissant, au citoyen Hennet.

CONVOCATIONS

LYON — *Parti ouvrier. Groupe d'études sociales « l'Avant-Garde. »*

Samedi, 13 courant, à 8 heures du soir : salle du café Mouret, rue Bossuet 107, réunion d'études.

Ordre du jour : Des mesures à prendre le lendemain de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Le Secrétaire. L. PAYAU.

LYON. — *L'Emancipation.* — Groupe d'études sociales adhérent au Parti ouvrier.

Lundi 15 courant, à 8 heures précises du soir, réunion chez Jacquinos, 50 bis, Grande rue de la Croix-Rousse.

Nota : Les citoyens du 4e arrondissement qui désireraient adhérer au groupe pourront se faire inscrire à cette réunion.

Le Secrétaire. BESSY.

Vient de paraître

LES

MÉMOIRES

DE

LOUISE MICHEL

Ces mémoires, que **Louise Michel** a écrits pendant sa captivité seront lus avec curiosité, par les gens de tous les partis.

L'ouvrage sera complet en deux volumes.

Prix de chaque volume 3 fr. 50 (envoi franco).

Le premier volume est en vente au *Socialiste*, 17, rue du Croissant, Paris.

En vente aux bureaux du *Socialiste*, 17, rue du Croissant, Paris.

L'origine della Famiglia, della Proprieta privata e dello Stato, in relazione alle ricerche di Luigi H. Morgan, di Federico Engels.

Versione riveduta dall'autore di PASQUALE MARTIGNETTI.

2 lire

DENTISTERIE GÉNÉRALE

31, RUE SAINT-LAZARE, 31

PARIS

DENTS A 5 FRANCS

Garanties cinq ans.

Ces dents sont garanties sur facture pour être absolument les mêmes que celles que l'on paye partout ailleurs, 10, 15 ou 20 francs.

Grandes facilités de payement.

Imprimeur-Gérant DELADEREERE, 3, rue du Sommerard. Paris